



COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE
DE MAYOTTE

Bureau Soutien Finances

Section Budget Administration

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES N° 01-2025

Type de procédure :

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1
du code de la commande publique

OBJET DU MARCHÉ :

**REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE EN BACS ACIER
CASERNE DE LA GENDARMERIE DE MAMOUDZOU (97600)**

Représentant du Pouvoir Adjudicateur / Maître d'ouvrage :

Commandant de la gendarmerie de MAYOTTE
20, route nationale 4
97615 PAMANDZI

Ordonnateur secondaire :

Centre de Services Partagés Interministériels
Préfecture de Mayotte
Avenue de la préfecture
97600 MAMOUDZOU

Comptable Assignataire :

Direction Régionale des Finances Publiques
de Mayotte
Avenue de la préfecture BP501
97600 MAMOUDZOU

Correspondant technique :

Bureau de soutien et finances
Section Immobilier et Logement
Serge MICHAUD / Major FALEMPE
Caserne PAMANDZI
20, route nationale 4
97615 PAMANDZI
Tél : 02 69 60 91 23
Port : 06 39 67 32 57 / 06 39 69 47 60

Correspondant administratif :

Bureau de soutien et finances
Section Budget Administration
MDC TRZEBIATOWSKI / MDC LEGROS
Caserne PAMANDZI
20, route nationale 4
97615 PAMANDZI
Tél : 02 69 60 91 17
sba.bsf.comgendyt@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Imputation Budgétaire :

ETAT – GENDARMERIE – CRÉDITS BUDGÉTAIRES – Programme BOP 152

NOMENCLATURE CPV 2008 : 445261000-4 (GM 37.03.05)

Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes.

Le présent C.C.A.P. comporte 16 pages numérotées de 1 à 16 + 1 annexe

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1 - Objet du Marché – Lieux d'exécution
- 1.2 - Forme, durée, décomposition du marché et ordres de service – Variantes et PSE
- 1.3 - Travaux intéressant le Ministère de l'Intérieur – Confidentialité
- 1.4 - Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre
- 1.5 - Modalités d'acceptation et d'agrément de sous-traitance
- 1.6 - Clause d'insertion par l'activité économique

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

- 2.1 - Pièces particulières
- 2.2 - Pièces générales

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

- 3.1 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
- 3.2 - Variation dans les prix
- 3.3 - Modalités de paiement direct des sous-traitants

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

- 4.1 - Délai d'exécution des travaux
- 4.2 - Prolongation du délai d'exécution
- 4.3 - Planning d'exécution, pénalités
- 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 - Documents à fournir en fin de chantier

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

- 5.1 - Retenue de garantie
- 5.2 - Avance
- 5.3 - Avance sur matériels

ARTICLE 6 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 6.1 - Période de préparation
- 6.2 - Programme d'exécution des travaux et études d'exécution
- 6.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 6.4 - Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

ARTICLE 7 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

- 7.1 - Modalités de facturation
- 7.2 - Délais de paiement

ARTICLE 8 - INTÉRÊTS MORATOIRES, INDEMNITÉS FORFAITAIRE ET COMPLÉMENTAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT

ARTICLE 9 - CESSIOn DE CREANCES

ARTICLE 10 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

- 10.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours des travaux
- 10.2 - Réception
- 10.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage
- 10.4 - Délai de garantie de parfait achèvement
- 10.5 - Garanties particulières
- 10.6 - Assurances
- 10.7 - Attestations à fournir

ARTICLE 11 - RÉSILIATION

ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE – LITIGES

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché – Lieux d'exécution

Le présent marché consiste à effectuer des travaux de remplacement des couvertures (et gouttières), reprise de charpentes, isolation et supports de ligne de vie sur l'ensemble des bâtiments de la caserne de Mamoudzou (97600).

Lieu d'exécution : Caserne de gendarmerie de Mamoudzou, rue de l'hôpital, 97600 MAMOUDZOU.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Conformément au CCTP n°01-2025, les contraintes seront abordées avec le titulaire retenu lors d'une réunion préparatoire et des réunions suivantes.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 – Forme, durée, décomposition du marché et ordres de service – Variantes et PSE

Ce marché n'est pas alloté, car il s'agit d'un seul et même corps d'état.

Il prend effet à compter de sa notification et se termine à la réception des travaux.

Le présent marché comporte une tranche ferme. La notification du marché emporte commande de la tranche ferme.

Les travaux (période de préparation, conception, approvisionnement, mise en œuvre) prévus au titre de ladite tranche débuteront à la date indiquée sur l'ordre de service (OS) de démarrage émis par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

La durée d'exécution du marché est mentionnée à l'acte d'engagement (délai de commande et de préparation inclus).

1.2.1 – Ordres de service

Le Maître d'œuvre est habilité à signer les ordres de service.

Celui-ci comportera les éléments suivants :

- le numéro et l'objet du marché (le numéro sera communiqué lors de la notification du marché) ;
- l'entrepreneur titulaire (siège social) ;
- l'entrepreneur mandataire en cas de groupement ;
- l'autorité émettant l'ordre de service (grade, nom, fonction et signature) ;
- la désignation de la prestation (en clair) ;
- la désignation du mandataire, le cas échéant.

Les ordres de services ainsi établis sont remis ou adressés au titulaire par voie dématérialisée ou par télécopie. Celui-ci les renvoie immédiatement à l'expéditeur après les avoir signés et y avoir porté la date à laquelle il les a reçus.

1.2.2 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.2.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

Sans objet.

1.3 - Travaux intéressant le Ministère de l'Intérieur – Confidentialité

L'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité. Le site d'une caserne est considéré comme une enceinte militaire.

Il est précisé qu'**une autorisation individuelle d'accès, délivrée seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants du projet** et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence.

L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs.

Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les données détenues par l'administration et dont le candidat a connaissance à l'occasion de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation

préalable expresse et écrite, accordée par l'administration.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par l'administration, de quelque nature qu'ils soient, dont le candidat a à faire usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le candidat s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'administration.

La prise de photographie ou vidéo est strictement interdite. Aucun usage d'image réalisée dans l'enceinte de la caserne ne peut être utilisé pour justifier de la réalisation de prestation de travaux.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui.

1.4 – Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

L'acheteur public, dont les coordonnées figurent en première page du présent CCAP est également désigné par les termes « RPA », « personne publique », « Gendarmerie de Mayotte », « acheteur », « Administration », « Maître de l'ouvrage ».

1.4.1 Identification du correspondant technique/maître d'œuvre

La fonction de maître d'œuvre est assurée par la Section Immobilier et Logements (SIL) de la gendarmerie de MAYOTTE (SIL).

Les coordonnées des correspondants techniques figurent en première page du présent CCAP.

1.4.2 – Contrôle Technique

Sans objet.

1.4.3 – La mission Ordonnancement Pilotage et Coordination

Le chantier sera coordonné par le correspondant technique. Les réunions de chantier auront lieu aux jours et heures indiqués par celui-ci.

1.4.4 – Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

Conformément aux articles L4532-1 à 4532-7 et R4532-1 et R4532-3 11.1 du code du travail, il convient de désigner un coordonnateur SPS.

Celui-ci sera pris en compte dans le cadre du marché avec l'entreprise.

1.4.5 – Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie

L'entrepreneur devra assurer, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de protection « Incendie » du chantier.

1.5 – Modalités d'acceptation et d'agrément de sous-traitance

La sous-traitance totale du marché n'est pas autorisée. Le titulaire doit assurer une partie de l'exécution technique.

1.5.1 – Obligation du titulaire

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

On distingue :

- le sous-traitant direct qui est défini comme le sous-traitant du titulaire, ou de l'un des membres du groupement,
- le sous-traitant indirect qui est le sous-traitant d'un sous-traitant. En vue de son agrément, le sous-traitant direct transmet au titulaire les mêmes documents que ceux exigés pour un sous-traitant direct.

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché concerné à condition d'avoir obtenu l'acceptation du (des) sous-traitant(s) par le représentant du pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement (article R2193-4 du code de la commande publique).

Les sous-traitants ne sont payés directement que si le montant de leur contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 euros toutes taxes comprises du montant total du marché (article R2193-10 du code de la commande publique).

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément pendant la période de préparation de chantier, il remet au représentant du pouvoir adjudicateur, contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial (formulaire DC4), mentionnant :

- a) la nature détaillée des prestations dont la sous-traitance est prévue (une déclaration de sous-traitance sera établie pour chaque entreprise),
- b) le nom, la raison, la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, ainsi que ses qualifications,
- c) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité doivent être précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variations des prix, de régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

L'acte spécial devra être revêtu du visa de l'entrepreneur mandataire ou titulaire proposant le sous-traitant.

Lors de la demande d'acceptation d'un sous-traitant payé directement, le titulaire est tenu d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant (article R2193-3 du code de la commande publique).

LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE :

- Déclaration conformément à l'article R2193-1 du code de la commande publique, dûment complétée et signée,
- L'acte spécial dûment complété tamponnés et signés en original par le titulaire et le sous-traitant (DC4) accompagné de la délégation de signature si besoin (pouvoir),
- Le KBIS de la société sous-traitante,
- Un relevé d'identité bancaire ou postal,
- L'ensemble des certificats fiscaux et sociaux du sous-traitant (datés de moins de 6 mois),
- Formulaire DC2 complété,
- Les attestations d'assurances du sous-traitant en cours de validité,
- Les moyens humains et matériels du sous-traitant,
- Le chiffre d'affaires du sous-traitant pour les trois dernières années (facultatif),
- Les références du sous-traitant pour des prestations similaires (avec indication du lieu, du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, de la nature exacte des prestations, de leur montant et de la période d'exécution).

Important : les certificats fiscaux et sociaux devront traduire la situation du sous-traitant proposé au 31 décembre de l'année précédant la réception de la demande d'acceptation du sous-traitant faite par le titulaire.

Conformément à l'article R2193-4 du code de la commande publique, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant **vingt et un (21) jours** à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

IMPORTANT : Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières.

La demande de sous-traitance, devra être adressée, en lettre recommandée, à l'adresse suivante :

Commandement de la Gendarmerie de Mayotte
Bureau de Soutien et Finances
Section Budget et Administration
20, route nationale 4 - BP 110
97615 PAMANDZI

1.5.2 – Modification des actes de sous-traitance

Les actes de sous-traitance peuvent être modifiés jusqu'à la réception des travaux. Toutefois, une demande trop tardive de modification ne pourra être prise en compte par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne peut raisonnablement l'étudier avant la réception des travaux.

1.5.3 – Obligations du sous-traitant

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s), conformément à l'article 5 du CCAG-Travaux.

1.6 – Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions

de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable pour le présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le public visés :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA ou leur ayant droit ;
- les allocataires de l'AAH, de l'ASS, de l'AV ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau Infra 5, c'est à dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 ans, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE, c'est à dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (IA) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « défense 2ème chance »
- Les personnes employées dans les GEIQ et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.

En outre d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé : 330 heures pour la durée du marché.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertions fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire designera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI) en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec le Facilitateur.

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une ETTI, une AI ou d'un GEIQ.

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion, un ACI, une entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur conseil de se rapprocher d'un facilitateur, pour accompagner les entreprises dans la réalisation de cette démarche :

Dans ce cadre le facilitateur a pour mission :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale ;
- accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- organiser le suivi publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisés ;
- informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- suivre la bonne exécution de la clause sociale.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le Facilitateur à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise au Facilitateur de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilités sera transmise au titulaire après notification du marché par le Facilitateur.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit à date fixe définie après attribution et avant le 15 du mois suivant , tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours des mois précédents conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et au facilitateur.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le RPA, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

En cas de contradiction ou de différence, les pièces contractuelles du marché prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

2.1 - Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le planning d'exécution fourni dans l'offre par le titulaire du marché définissant le délai de réalisation du marché ;
- Le descriptif quantitatif fourni par l'entreprise ;
- Le détail estimatif fourni par l'entreprise ;

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables et réputés connus du titulaire sont les suivants :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ; étant entendu que les commentaires figurant dans ce document n'ont pas de valeur contractuelle.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mai 2012 ; ainsi que les normes européennes et françaises mentionnées dans le CCTP et le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU).

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

3.1- Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

Les prix sont forfaitaires, définitifs, hors taxes et toutes taxes comprises (le taux de TVA est indiqué à part). Ils sont établis en euros (deux décimales après la virgule) en tenant compte :

- du nettoyage et de l'enlèvement des gravois par le titulaire du marché,
- de l'ensemble des sujétions nécessaires au parfait achèvement des travaux,
- des délais de fabrication, de transport et de dédouanement des matériels et équipements,
- de l'enlèvement des conditionnements des matériels et équipements livrés.

Les prix intègrent les obligations induites par le respect des stipulations fixées par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant sur la coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Les prix intègrent les sujétions dues à l'établissement des plans d'exécution par le titulaire du présent marché.

3.1.1 - Le maître de l'ouvrage ne fournira et ne posera aucun matériau.

3.1.2 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par des prix unitaires.

3.1.3 - Dépenses prises en compte par l'entreprise :

- Les frais de remise en état des réseaux à l'issue des travaux ;
- Les charges temporaires de voirie et de police résultants des installations de chantier ;
- Les dépenses concernant le nettoyage soigné de fin de chantier.

3.1.4 - Travaux supplémentaires ou modificatifs

Les travaux supplémentaires ou modificatifs, seront réglés en fonction des prix négociés entre les parties sur la base du prix des prestations indiqué à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

3.1.5 - Approvisionnement

Conformément à l'article 10.1, option A du CCAG travaux, le taux de l'avance est fixé à 30 % du montant du marché. L'avance est remboursée selon des dispositions de la commande publique.

3.1.6 - Répartition des paiements

La co-traitance, la sous-traitance ou le groupement solidaire sont admis.

Conformément à l'article 12.5.2 du CCAG-Travaux, dans le cas d'un marché avec des entrepreneurs groupés et solidaires, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement à compte unique. Le mandataire utilisera un compte bancaire unique ouvert au nom du groupement, sur lequel seront versées toutes les sommes dues au titre du marché, à charge pour lui d'effectuer le paiement sur le compte de chacun des co-contractants à hauteur des prestations qu'il a réalisées.

3.2 - Variation dans les prix

Les prix sont révisables.

3.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois "Zéro" (Mo).

La date limite de remise des offres est précisée dans le règlement de la consultation.

3.2.2 - Choix des index de référence

BT 34 – Couverture en zinc et métal (sauf cuivre)

3.2.3 - Modalité d'actualisation des prix

Sans objet

3.2.4 - Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables.

Les prix sont révisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix et la date du calcul de la révision de prix d'exécution des travaux, (conformément à l'article R2112-14 du code de la commande publique) en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées aux articles 12 et 13 du CCAG-Travaux.

Les prix seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{I}{I_0}$$

dans laquelle :

P : prix révisé

P₀ : prix initial du marché

I : Indice de la révision au moment du calcul de la révision de prix en prenant une antériorité de 3 mois.

I₀ : Indice de la référence du mois de remise des offres en prenant une antériorité de 3 mois.

Les valeurs des index indiquées sur le site www.ffbatiment.fr seront prises en référence.

3.2.5 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels (ou situation de travaux) et du solde versés aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces accompagnant le paiement.

Le taux de la TVA en vigueur à Mayotte est actuellement de 0 %.

3.3 - Modalités de paiement direct des sous-traitants

En ce qui concerne le paiement direct, il est fait application des articles R2192-22 et R2192-23 et R2193-10 à R2193-16, du code de la commande publique.

Dans les cas de sous-traitants éligibles au paiement direct, le titulaire joint au projet de décompte une attestation de paiement direct indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues à un co-traitant pour la partie de la prestation exécutée sur le portail Chorus-Pro.

En application des articles R2193-11 à R2193-15 du code de la commande publique :

Le sous-traitant envoie au titulaire du marché, sa demande de paiement (sous forme de facture) ainsi que les justificatifs qui peuvent y être rattachés.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché, ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial.

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

4.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est celui indiqué dans l'acte d'engagement, et défini lors de la remise des offres par le candidat (délai de commande et de préparation inclus).

Il comprend les congés annuels et à comme point de départ la date précisée dans l'ordre de service.

La pose de ballons solaires déportés sur chaque logement numéroté au plan de 007 à 0016 doit être inclus dans le délai et planning de l'entreprise sachant qu'il convient d'enlever le ballon d'eau chaude sous la toiture et en reposer un nouveau (prestations de la commande de fourniture et pose de panneau solaire). Les panneaux solaires posés aussi dans le cadre du marché de prestation des ballons solaires seront posés durant la phase de pose de la couverture, ce délai aussi doit être pris en compte dans le délai du marché de la pose de la couverture.

Un second système de chauffe-eau solaire sera implanté sur les bâtiments 01A à 01 C. La réserve d'eau sera mise au pied du bâtiment 01B et tout un système de panneau solaire sera mis sur le toit.

Ce délai doit être pris en compte dans le délai du marché de la pose de la couverture.

L'approvisionnement en toiture des éléments pour la production d'eau chaude solaire fera partie d'une mise à disposition des engins du titulaire du lot toiture afin de limiter la présence d'engin sur site. Il en sera de même pour les installations de chantier.

Tout délai commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Que ce délai soit décompté en jours ou en mois, il s'achève le dernier jour à minuit (lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit).

Le marché dure jusqu'à la date de réception des travaux.

Si l'entreprise dépasse le délai d'exécution précisé aux ordres de services, des pénalités pourront lui être appliquées.

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux peut être prolongé, par avenant ou par ordre de service, conformément à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

4.3 - Planning d'exécution – Pénalités pour retard

4.3.1 - Planning d'exécution

Un planning d'exécution est transmis dans l'offre par l'entreprise retenue. Ce document au moment de la notification de l'offre devient une pièce contractuelle.

Pour l'élaboration du planning il convient de prendre en compte ces délais provenant de la prestation ballon solaire.

- 1/2 journée de dépose du ballon existant,
- 1/2 journée de pose,
- et 1/2 journée de raccordement.

Sur ces 3 demi-journées, l'entreprise titulaire du lot couverture ne peut travailler au-dessus ou à proximité de cette entreprise, mais sur les autres toitures.

Sur la pose des panneaux solaires toujours sur ces logements, le titulaire devra permettre à l'entreprise de travailler durant 2 jours sur la toiture pour la pose des panneaux solaires et leur raccordement par logement. Les engins du titulaire devront permettre l'acheminement du matériel et matériaux. Le titulaire ne pouvant travailler en même temps que le titulaire du lot chauffe eau solaire sur un groupement de 2 logements.

Pour ce qui est des bâtiments 01A à 01C, le titulaire du lot chauffe eau solaire ne pourra intervenir que lorsque le titulaire de ce lot toiture aura terminé son intervention. L'entreprise titulaire du lot couverture mettra à disposition ces engins de levage pour l'amené du matériel et des matériaux.

4.3.2 - Retard dans la remise de documents

En cas de retard du titulaire dans la remise des plans et/ou autres documents à fournir après exécution, prévus à l'article 4.5 du présent CCAP, et conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, une retenue hors taxes sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG-Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue hors taxes est fixé à 100 EUROS par jour ouvré de retard.

4.3.3 - Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux et lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt **une pénalité de 200 € hors taxes par jour ouvré de retard.**

Le décompte des pénalités de retard s'effectuera à compter du lendemain de la date de fin d'exécution des travaux figurant sur l'ordre de service de la tranche concernée.

Lorsque le titulaire aura dépassé le délai contractuel, il pourra être mis en demeure d'avoir à prendre toutes dispositions pour achever les travaux dans un délai déterminé.

Dans le cas où le titulaire ne se conformerait pas à ces dispositions, il pourra être fait application des mesures coercitives de l'article 52 du CCAG-Travaux.

4.3.4 - Pénalités pour levées de réserves après réception

Dans le cas où la levée de réserves ne serait pas prononcée dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ou, en l'absence de délai, dans les trois mois qui suivent la réception, des pénalités de retard pourront être appliquées comme suit :

- dans le cas d'un dépassement d'un jour calendaire et jusqu'au 10ème jour calendaire, le montant de la pénalité applicable s'élèvera, à 1/500ème du montant HT par jour calendaire de retard ;
- après le 10ème jour de retard, la pénalité applicable par jour calendaire de retard s'élèvera, à 0,5% du montant HT du marché.

Lorsque le titulaire aura dépassé le délai fixé sur l'acte d'engagement, il sera fait application de l'article 19.1 à 19.3 du CCAG-Travaux.

4.3.5 - Absence aux rendez-vous de chantier et de coordination

Des pénalités pourront être appliquées au titulaire qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier et de coordination.

Nota :

- Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.
- Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre chaque semaine.

Ces pénalités sont fixées à cent cinquante euros (150 euros) par absence non excusée préalablement.

4.3.6 – Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Note : par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, aucune exonération de pénalités ne sera accordée au titulaire, les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et non plafonnées.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le titulaire devra assurer le nettoyage complet et soigné ainsi que l'évacuation de ses gravois au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. Dans le cas où ces instructions ne seraient pas respectées, le maître d'ouvrage fera procéder au nettoyage par une entreprise spécialisée et de son choix.

Le montant de ces travaux sera déduit en fin de chantier sur le décompte général.

L'entreprise est responsable de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux dans le délai de deux (2) jours ouvrés, à la date de notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure, restée sans effet, il peut y être procédé par le maître d'ouvrage, aux frais du titulaire, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant à l'article 4.3.3.

4.5 - Documents à fournir en fin de chantier

En fin de chantier et avant la réception des travaux, l'entreprise remettra au maître d'œuvre un DOE en deux exemplaires, l'un en version électronique au format PDF, et l'autre en version papier, contenant notamment les documents suivants :

- fiches techniques des produits et matériaux mis en place ;
- certificats de conformité (CERFF, CSTB...) ;
- plans d'exécution
- planning réactualisé

ARTICLE 5 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

5.1 - Retenue de garantie

Il sera fait application des dispositions prévues aux articles R2191-32 à R21191-35 du code de la commande publique.

S'agissant d'un marché public se référant au CCAG-Travaux, conformément à l'article 44.1 de ce CCAG, ce marché bénéficie d'un délai de garantie.

En conséquence, le présent marché est assujéti à la retenue de garantie de 5% et de 3% pour une PME, qui conformément à l'article R2191-36 du code de la commande publique, peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

5.2 - Avance

Conformément aux articles R2191-3, R2191-5 et R2191-13 du code de la commande publique, sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché (ou tranche affermée) est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Elle sera versée directement, sans autre formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de début d'exécution des travaux du marché.

Le taux de l'avance est fixé à 30% maximum du montant initial du marché toutes taxes comprises conformément aux articles R2191-7 et R2191-13 du code de la commande publique.

Le titulaire indiquera le taux applicable à son marché dans l'acte d'engagement.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché, diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% des montants. L'avance devra être intégralement récupérée lorsque les prestations exécutées atteindront 80% des montants toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées, conformément aux articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

5.3 - Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

6.1 - Période de préparation

Le délai de préparation est de 2 mois, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

6.2 - Programme d'exécution des travaux et études d'exécution

Il sera fait application des articles 28.2 et 29 du CCAG-Travaux.

Les plans d'exécution doivent être soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

Ils seront établis par le titulaire de ce marché mais ils seront à coordonner avec les titulaires des travaux des chauffe-eau solaires.

L'exécution d'un ouvrage ne pourra être commencée par l'entrepreneur qu'après avoir reçu cette approbation.

Les travaux feront l'objet de plusieurs réunions fixées ultérieurement selon un calendrier arrêté entre l'entrepreneur et le référent technique de la gendarmerie. Sur ce calendrier devra figurer au minimum :

- deux réunions avant le démarrage des travaux ;
- une réunion de chantier par semaine ;
- une réunion à la réception des travaux.

Des réunions supplémentaires pourront être prévues pendant les travaux à la demande du correspondant technique.

6.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

6.3.1 - En application de l'article L.8222-6 du code du travail, en cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs aux déclarations de l'activité et des salariés de l'entreprise s'expose au risque de résiliation sans indemnités ainsi qu'au paiement des sommes mentionnées aux paragraphes 1 à 3 de l'article L.8222-2.

6.3.2 - Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

6.3.3 - La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

6.4 - Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

6.4.1 - Bureau de chantier

La salle de réunion de la Section de Recherche ou la Paillote servant de réfectoire seront mis à disposition pour les réunions de chantier.

Les espaces verts 017 et 018 peuvent servir d'espace de stockage ou pour les installations de chantier.

6.4.2 - Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur.

Locaux de chantier et les locaux pour le personnel sont à la charge de l'entrepreneur et doivent respecter la réglementation en vigueur.

- Plans d'hygiène et de sécurité

La personne publique garantit au titulaire le libre accès au chantier faisant l'objet du présent marché. Toutefois, conformément aux articles R4512-6 à R4512-12 du code du travail, cet accès fait préalablement l'objet d'un plan de prévention rédigé par le Commandant de caserne et signé contradictoirement avant tout commencement de travaux.

- État de propreté du chantier :

L'entrepreneur titulaire ou le mandataire est responsable du maintien permanent du chantier en état de propreté, ce qui met notamment à la charge de l'entrepreneur l'enlèvement de ses propres gravois et déchets, le ramassage et le stockage des gravois et déchets sur le chantier depuis le ou les points de dépôts fixés par le maître d'œuvre.

L'ensemble du chantier ainsi que les zones des installations de chantier, sont maintenus dans un état de propreté permanent.

L'entrepreneur est responsable du nettoyage de sa zone de travail. Les constats d'exécution des nettoyages seront faits par le maître d'œuvre. En cas de défaut d'exécution, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage fera intervenir une équipe de nettoyage avec imputation directe des dépenses de cette équipe, à l'entreprise.

Tout dépôt de matériel et de matériaux ne pourra être effectué à l'intérieur des bâtiments.

Les matériels et matériaux restent sous l'entière responsabilité du titulaire jusqu'à la date de réception des ouvrages.

6.4.3 - Autorisations de voiries

Toutes demandes d'autorisations d'occupations extérieures à la caserne auprès des autorités administratives compétentes seront à la charge du titulaire.

L'entrepreneur sera seul responsable, de tous les désordres, dégâts et dommages causés par ses ouvriers, matériels ou l'exécution pure et simple de ses travaux. Il contractera à cet effet toutes assurances complémentaires nécessaires.

6.4.4 - Déchets

L'ensemble des déchets et gravois sera déposé et évacué à la déchetterie à chaque fin de journée (à la charge de l'entreprise) ou entreposé provisoirement en zone 017 et 018 avec une évacuation chaque fin de semaine.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

7.1 - Modalités de facturation

Par application de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG travaux, le titulaire pourra présenter un projet de décompte mensuels au maître d'œuvre. Si celles-ci sont transmises par voie papier, elles devront être dûment tamponnées et signées par la société.

La situation pour solde devra reprendre le montant total du marché, faire apparaître le détail des acomptes perçus et sera accompagnée d'un PV de réception des travaux. Pour pouvoir être mise au paiement, cette dernière facture devra être accompagnée d'un Décompte Général et Définitif (DGD).

Les factures de situation devront comporter, outre les mentions légales, les éléments suivants :

- numéro de situation ;
- adresse de facturation ;
- nom et adresse de l'entrepreneur ;
- numéro d'enregistrement au RC ou répertoire des métiers ;
- numéro SIRET ;
- numéro et date d'établissement de la facture ;
- numéro et date du marché ;
- **numéro EJ figurant sur l'acte d'engagement lors de la notification ;**
- numéro de l'ordre de service ;
- détail des prestations ;
- montant des prestations hors TVA ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant total des prestations exprimés en euros ;
- **le tampon de la société ;**
- **la signature d'une personne ayant le pouvoir d'engager la société.**

En cas de sous-traitance déclarée :

- **joindre une attestation de paiement direct rédigée et signée par le titulaire du marché ;**
- les factures sont auto-liquidées, conformément à la loi de finances 2014. La mention « **TVA due par l'entreprise principale selon le mécanisme de l'auto-liquidation en application du 13 I de la directive TVA et de l'article 242 nonies A à l'annexe II du CGI** » devra figurer sur chaque facture HT.

La ou les factures seront accompagnées d'une copie de l'ordre de service de début d'exécution et du ou des PV de réception correspondant et transmises de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus factures** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre de ces éléments, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute facture transmise avant la fin d'exécution des prestations, incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour au titulaire par le CSP-Chorus afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées et devra envoyer la facture dite « conforme » ou les avoirs correspondants. Le délai de paiement mentionné à l'article 7.2 ne prend effet qu'à compter de la date de réception conforme des documents demandés ci-dessus.

7.2 - Délais de paiement

Le règlement des factures est effectué par le centre de services partagés interministériels de Mayotte, ordonnateur secondaire, auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques de Mayotte, comptable assignataire. Les factures exprimées en euros seront produites par le prestataire et réglées dans un délai de **30 (trente) JOURS**, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 - INTÉRÊTS MORATOIRES, INDEMNITÉS FORFAITAIRE ET COMPLÉMENTAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT

8.1 - Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement.

8.2 - En application de l'article L2192-13 du code de la commande publique, dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Il ouvre droit, à des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire et, le cas échéant, à une indemnisation complémentaire versés au créancier par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par voie réglementaire.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.3 - Leur mise en œuvre sera effectuée en application des articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - CESSION DE CRÉANCES

Le titulaire et tout sous-traitant payé directement peuvent céder ou nantir à des établissements de crédit, par exemple, leur créance dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

A cette fin, le pouvoir adjudicateur remettra sur demande du titulaire et à tout sous-traitant payé directement soit :

- une copie de l'original de l'acte d'engagement délivré en unique exemplaire ;
- un certificat de cessibilité de créance sur marchés publics.

La cession de créances doit être **adressée au comptable assignataire** mentionné en 1^{ère} page du CCAP.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

10.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours des travaux

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles.

10.2 - Réception

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve que les travaux répondent aux exigences du CCTP. La réception s'effectue dans les conditions établies à l'article 41 du CCAG-travaux.

Un PV de réception contradictoire sera établi, avant production de la facture finale, par le maître d'œuvre, signé par le titulaire puis par le correspondant technique et enfin, ces documents seront approuvés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Dès approbation par le RPA, une copie sera adressée par voie dématérialisée au titulaire qui pourra établir la situation pour solde correspondante.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

10.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Sans objet.

10.4 - Délai de garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an à compter de la date de réception des travaux indiquée sur le procès verbal de réception.

10.5 - Garanties particulières

Durant les travaux, l'entrepreneur doit la protection de ses ouvrages contre les intempéries et contre les dommages que pourraient occasionner des tiers.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il devra souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant dix ans.

Pendant la période considérée, il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

10.6 - Assurances

Avant la notification du marché, le titulaire du marché doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle ainsi que sa responsabilité décennale, le cas échéant.

Le titulaire devra fournir, avant la notification de son marché les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que la police contient les garanties en rapport avec la mission et, en particulier, qu'il est assuré pour tout accident ou dommage causé par l'exécution des travaux.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

10.7 – Attestations à fournir

Pour toute commande supérieure à 5 000 euros hors taxes, le titulaire est tenu de fournir tous les six mois **à compter de la date de notification du présent marché et jusqu'au terme de ce dernier**, les documents suivants*:

- déclaration relative à la lutte contre le travail illégal modèle NOT11 ;
- attestation URSSAF ou équivalent de versements de cotisations et de fournitures de déclarations des candidats attributaires d'un marché public.

En cas de non remise par le titulaire, la personne publique mettra ce dernier en demeure de fournir ces attestations sous un délai maximum de dix jours ouvrés. Sans réponse du titulaire passé ce délai, le marché pourra être résilié à ses torts sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 11 – RÉILIATION DU MARCHÉ / INTERRUPTION DE TRAVAUX

Le marché peut-être interrompu voire résilié suivant les dispositions édictées dans le chapitre VII du CCAG-Travaux.

ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE - LITIGES

En cas de désaccord, **la loi française est seule applicable.**

Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Le présent marché dépend du :

Tribunal Administratif de Mamoudzou

Tribunal administratif de Mayotte

Les Hauts du Jardin du Collège

97600 Mamoudzou

tél. : 02 69 61 18 56 / fax : 02 69 61 18 62

greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les correspondances ainsi que la documentation relative au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles énumérés ci-dessous dérogent au CCAG-Travaux :

NATURE DE LA DÉROGATION	Article CCAP	Article CCAG Travaux
Pénalités pour retard	4.3.5 et 4.3.3	19.2

ANNEXE(S) :

ANNEXE 1 – Fiche SST